

"On est dans une situation de tension très forte, les personnels sont à bout" (Jean-Rémi Girard, président du Snalc)

"On est dans une situation de tension très forte, les personnels sont à bout, ils en ont pris beaucoup dans la figure ces derniers temps", estime Jean-Rémi Girard, dans une interview à AEF info le 2 novembre 2020. Le président du Snalc, 3e syndicat chez les certifiés qui a publié un communiqué très critique à l'encontre de Jean-Michel Blanquer ce week-end, l'accuse de "jouer" d'une situation intenable pour les enseignants : "Soit on accepte des choses inacceptables, soit on refuse de les accepter et on est soumis à la vindicte populaire". "Ce qui s'est passé avec l'hommage à Samuel Paty et le protocole pseudo-renforcé, c'est beaucoup trop", poursuit-il. Selon Jean-Rémi Girard, "personne n'a confiance en Jean-Michel Blanquer chez les personnels", et cela va "très au-delà des syndicats". Aussi, le Snalc "demande juste au ministre de respecter sa parole" concernant les effectifs réduits.



Jean-Rémi Girard, président du Snalc | Snalc-FGAF

AEF info : Le Snalc a publié, ce week-end, un [communiqué](#) très critique à l'encontre de Jean-Michel Blanquer. Vous parlez d'un ministre "défaillant", qui "refuse de prendre des décisions pour protéger les personnels". Qu'est-ce qui vous a amené à écrire ces mots ?

Jean-Rémi Girard : On ne fait que retranscrire l'état réel des personnels de l'Éducation nationale aujourd'hui. On est dans une situation de tension très forte, les personnels sont à bout, ils en ont pris beaucoup dans la figure ces derniers temps, comme l'imposition d'une deuxième heure supplémentaire ([lire sur AEF info ici](#) et [là](#)), la disparition quasi intégrale du paritarisme ([lire sur AEF info](#)), les réformes des lycées, les suppressions de postes dans le second degré ([lire sur AEF info](#))...

Cette défiance n'est pas celle du Snalc, syndicat qui n'aimerait pas Jean-Michel Blanquer, mais celle des personnels de l'Éducation nationale qui s'exprime dans nos écoles, collèges et lycées, et qui s'expriment énormément. Il y a beaucoup de colère, ce qui n'est pas forcément facile à transformer car les moyens d'action qui nous sont offerts risquent de se retourner contre nous.

AEF info : Justement, vous évoquez aussi un combat "inégal" sur le plan de la communication. Que voulez-vous dire ?

Jean-Rémi Girard : On voit bien qu'appeler à la grève, c'est immédiatement avoir des discours, dans les médias, sur les réseaux sociaux, dénigrant notre comportement, et nous pensons que Jean-Michel Blanquer se joue de cela (1). Il nous place dans une situation intenable : soit on accepte des choses inacceptables, soit on refuse de les accepter et on est soumis à la vindicte populaire. Je crois que les collègues en ont assez, et avec ce qui s'est passé avec l'hommage à Samuel Paty ([lire sur AEF info](#)) et le protocole pseudo-renforcé ([lire sur AEF info](#)), c'est beaucoup trop.

On voit le ministre tout le temps, partout, qui raconte des choses qui ne correspondent pas à notre quotidien, qui vont même à l'encontre. Quand il affiche son soutien, c'est un soutien de façade qui laisse la porte



ouverte à la critique. On s'est beaucoup amusé sur l'école de la confiance, de la défiance, de la méfiance, mais c'est de l'illusion : personne n'a confiance en Jean-Michel Blanquer chez les personnels.

Et cela va très au-delà des syndicats. Sur ce qui s'est passé pour l'hommage, sur tout ce qui s'est fait dans l'urgence, sur le protocole sorti d'un chapeau trois jours avant alors qu'il était censé être fabriqué depuis juillet : les choses sont gérées de façon incompréhensible. Or, les personnels ont un esprit critique, savent réfléchir et se rendent bien compte que c'est n'importe quoi.

AEF info : Qu'attendez-vous du ministre de l'Éducation ?

Jean-Rémi Girard : Ce qui nous paraît le plus urgent, c'est de répondre à l'aggravation de la situation sanitaire. Or avec ce qu'on lit, y compris dans les publications très officielles du Conseil scientifique ([lire sur AEF info](#)), nous redoutons très fortement que la politique menée à l'école ne dégrade encore la situation sanitaire. On risque, *in fine*, de fermer les écoles alors que c'est justement ce que nous souhaitons éviter.

Nous voulons juste que le ministre respecte sa parole qu'il avait donnée au printemps dernier, avec, en cas de circulation du virus, des groupes à effectifs réduits ([lire sur AEF info](#)). C'est lui qu'il l'a dit, pas le Snalc.

(1) Le Snalc a néanmoins déposé un préavis de grève jusqu'à Noël, "afin de permettre à chaque collègue qui le souhaite d'assurer lui-même la protection que le ministère ne lui garantit pas" ([lire sur AEF info](#)).

Testez AEF